



## ÉTABLISSEMENT

Société Publique de  
l'Agglomération  
Dunkerquoise (59)  
76 rue de l'Amiral de Ruyter  
59140 Dunkerque

## AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE TRAVAUX

### Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur**

Société Publique de l'Agglomération Dunkerquoise, M. MERRIEN, agissant au nom et pour le compte de Communauté Urbaine de Dunkerque 76 rue de l'Amiral de Ruyter, 59140 Dunkerque, FRANCE. Tel : +33 328638410. Fax : +33 328650407. E-mail : valerie.charpentier@s3d-spad.fr.

**Adresse(s) internet**

Adresse générale du pouvoir adjudicateur / de l'entité adjudicatrice : <https://www.marches-securises.fr>  
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur****Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur / de l'entité adjudicatrice**

Aménageur

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Oui

### Description du marché

**Objet du marché**

Mandat de travaux primaires EURAENERGIE à DUNKERQUE Le marché qui sera conclu à la suite de la procédure engagée aura pour objet l'exécution de travaux d'assainissement eau usée compris poste de refoulement avec suggestions techniques et travaux de dépollution.

**Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)**

45232410, 45112500, 90732000

**Lieu d'exécution**

Entre le Poste de refoulement du Môle I et le Pont du Môle II 59140 Dunkerque  
Code NUTS : FR

### Caractéristiques principales

La proposition de variantes est autorisée

Exigences minimales requises :

Modalités de présentation des variantes :

-Concernant les canalisations dans la limite du respect d'assainissement de la CUD,

-Concernant la gestion des terres polluées dans la limite du respect des études de pollution

**Type de marché**

Travaux : Exécution

**Type de procédure**

Procédure adaptée

**Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)**

Valeur estimée hors TVA : 826000 euros

**Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles :**

Le marché pourra être reconduit 1 fois dans les conditions définies au marché

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : Oui

Des variantes seront prises en considération : Oui

L'avis implique un marché public.

Division en lots : Non

**Date prévisionnelle de commencement des travaux**

01 novembre 2021

**Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 4 (à compter de la date de notification du marché).

## **Conditions de délai**

### **Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

**Lundi 25 octobre 2021 - 16:00**

### **Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

**Durée en jours : 120 (à compter de la date limite de réception des offres).**

## **Conditions relatives au marché**

### **Cautionnement et garanties exigés :**

Cf. le marché

### **Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :**

Cf. le marché

### **Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Si groupement la forme juridique du groupement sera : conjoint

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement

### **Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française**

Français.

### **Unité monétaire utilisée : Euro.**

### **L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non**

## **Conditions de participation**

### **Situation juridique - références requises :**

Qualifications requises

-Assainissement : qualifications nomenclature des Travaux Publics - référentiel mars 2021 : 164, 261, 514 2, 519 2

-Terrassement : qualifications nomenclature des Travaux Publics - référentiel mars 2021 :

232 1

-Gestion de la pollution : qualifications nomenclature des Travaux Publics - référentiel mars 2021 : 216

les travaux de gestion de déblais non inertes devront être conformes à la norme NFX 31-620

### **Capacité économique et financière**

#### **Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle

C.A des 3 dernières années

### **Capacité technique**

#### **Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

Capacités techniques et professionnelles :chantiers similaires sur les 3 dernières années

## **Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat**

### **Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

### **Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché,

réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

### **Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: prix 40%

2: valeur technique 40%

3: délai 20%

**Une enchère électronique sera effectuée : Non**

### **Autres renseignements**

**Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice**

2517

**Conditions de remise des offres ou des candidatures :**

Seule la remise des candidatures et offres par voie dématérialisée est admise

**Renseignements complémentaires :**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir 8 jours avant la date de dépôt une demande via le profil d'acheteur.

Une réponse sera alors adressée au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

### **Procédures de recours**

**Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 cedex 59014 LILLE Cedex FRANCE. Tél. +33 359542342. E-mail : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr). Fax +33 359542445. URL : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>.

**Organe chargé des procédures de médiation**

Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 cedex 59014 LILLE Cedex FRANCE. Tél. +33 359542342. E-mail : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr). Fax +33 359542445. URL : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>.

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 cedex 59014 LILLE Cedex FRANCE. Tél. +33 359542342. E-mail : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr). Fax +33 359542445. URL : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>.

### **Adresses complémentaires**

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :**

SPAD 76 rue Amiral de Ruyter , à l'attention de Mme DUJARDIN , 59140 DUNKERQUE, FRANCE. Tél. +33 328638410. E-mail : [stephanie.dujardin@s3d-spad.fr](mailto:stephanie.dujardin@s3d-spad.fr). Fax +33 328650407. URL : <https://www.marches-securises.fr>.

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :**

SPAD 76 rue Amiral de Ruyter , à l'attention de Mme CHARPENTIER , 59140 DUNKERQUE, FRANCE. Tél. +33 328638410. E-mail : [valerie.charpentier@s3d-spad.fr](mailto:valerie.charpentier@s3d-spad.fr). Fax +33 328650407. URL : <https://www.marches-securises.fr>.

**Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

SPAD , à l'attention de Mme CHARPENTIER , , FRANCE. URL : <https://www.marches-securises.fr>.

**Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris des documents relatifs à un dialogue compétitif et un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus :**

SPAD , , FRANCE. URL : <https://www.marches-securises.fr>.

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :**

SPAD , , FRANCE. URL : <https://www.marches-securises.fr>.

### **Date d'envoi du présent avis**

01 octobre 2021